

CLAUDIA PUERTA SILVA

Stratégies et politiques de reconnaissance et d'identité

Les Indiens wayuu et le projet minier du Cerrejón en Colombie



Stephen P. Koff Prize 2011

11

**REGIONAL INTEGRATION
AND SOCIAL COHESION**

P.I.E. Peter Lang

CLAUDIA PUERTA SILVA

Stratégies et politiques de reconnaissance et d'identité

Les Indiens wayuu et le projet minier du Cerrejón en Colombie



Stephen P. Koff Prize 2011

11

**REGIONAL INTEGRATION
AND SOCIAL COHESION**

P.I.E. Peter Lang

INTRODUCTION

Stratégies d'identité et « le développement »

Nous avons une expérience, nous avons une expérience de la mine. Il y a les Indiens [...] pour ce qui est de là-bas, d'Albania, c'était un secteur indien, un territoire indien, et les Blancs sont arrivés, ils ont fait leur exploration et c'était soi-disant pour le développement de la communauté. Et après, pendant l'exploration, ils ont obtenu ce qu'ils devaient obtenir [...], ils parlaient de développement [...] mais on ne leur a jamais dit ce que c'était, le développement ; ils ont remplacé le mot délogement par développement. Les Indiens ont donc été délogés de leurs propres territoires. Alors, aujourd'hui, la lumière dont ils ont parlé [...] elle y est, la lumière, mais qui en profite ? Là, il y a les cadres d'Intercor, les ingénieurs, les surveillants [...] une aire de loisirs, qui en profite ? Leurs enfants à eux ; bon, tout cela. Ce que vous disiez [...] la route, c'est pour qui ? Pour eux-mêmes. Et aujourd'hui, où sont les Indiens ? Nous, les Indiens, on n'existe même pas là-bas, dans la mine, ils ne nous reconnaissent même pas le droit de l'Indien ; alors les Indiens, au lieu de les relocaliser et les indemniser, ce qu'ils n'ont pas fait, ils sont venus parler de développement et de progrès et ce qu'ils ont fait, c'est appauvrir davantage tout ce monde ; d'autres Indiens mendient là-bas, au Venezuela, et d'autres ailleurs, qui sont affamés (Omar, leader et représentant légal, resguardo Mayabangloma, Fonseca, 2001).

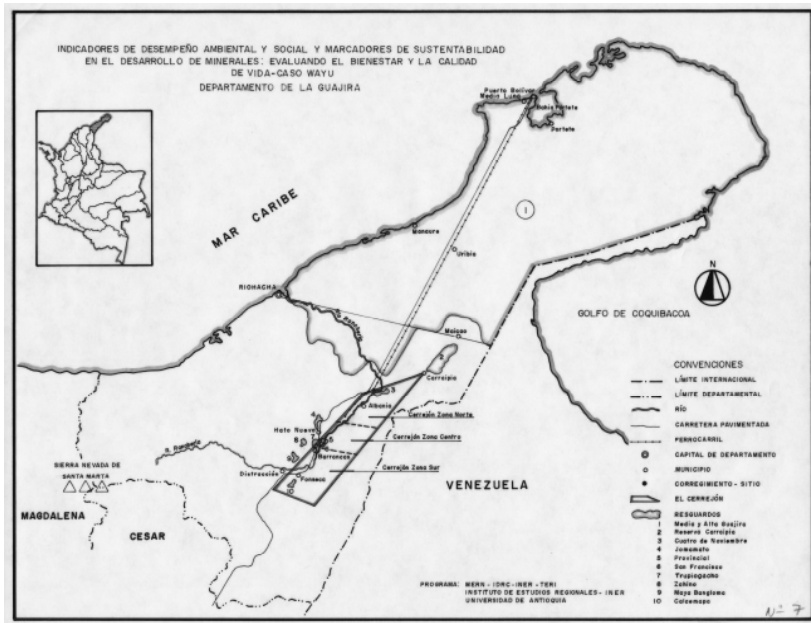
L'installation de la mine dans la Guajira fut un événement fondamental dans l'histoire des Wayuu¹, ou Goajiros (comme ils ont été appelés dans la littérature anthropologique), habitants ancestraux de la péninsule Guajira colombienne et vénézuélienne. Le projet minier du Cerrejón a transformé pour toujours les conditions de vie d'un grand nombre de communautés indiennes : leurs territoires et leurs économies, ainsi que l'ordre social et politique de la péninsule.

Ce livre propose une analyse du processus d'articulation des Indiens wayuu à ce projet minier. Cette analyse aborde deux processus en interrelation, à partir du regard rétrospectif de mes interlocuteurs sur leurs expériences liées au Cerrejón. Le premier processus est l'activation de stratégies par les leaders wayuu, pour faire face et s'articuler à ce

¹ Pour les termes en *wayuunaiki*, langue native, j'utiliserai l'orthographe de l'Alphabet linguistique indien vénézuélien (ALIV), qui n'utilise pas d'accents. Les sons longs sont transcrits par des voyelles doubles.

projet géo-politique-économique. Le deuxième est celui des mécanismes mis en œuvre par l'État et la multinationale pour installer l'une des mines de charbon les plus grandes du monde ; une entreprise qui s'est avérée ambitieuse dans un territoire à la géographie hostile, éloigné du centre administratif national et habité par un peuple indien réputé indomptable.

Carte 1. Emplacement des installations minières



(Mendiola, Correa C. & Díaz, 2002 : 191-192)

Le Cerrejón est une exploitation de charbon minéral à grande échelle, à ciel ouvert. Il s'agit d'une opération d'enclave composée par la mine – les gisements de charbon segmentés en puits –, une voie ferrée, d'autres facilités de transport et un port maritime, exclusivement consacré à l'exportation du minéral. Le projet minier débuta à la fin des années 1970, grâce à une association entre l'État colombien et une filiale d'Exxon, multinationale américaine connue mondiale pour ses exploitations pétrolières. Même si l'État était un sociétaire égalitaire du projet, il céda l'opération de la mine à Intercor, la filiale colombienne d'Exxon. Bien que l'entreprise, depuis 1976, ait été présente dans la péninsule, la construction commença en 1981 et l'opération en 1985, quand le premier chargement de charbon fut exporté. En 2000, l'État

colombien vendit sa part du projet (Carbocol) à trois multinationales reconnues dans le milieu au plan mondial : BHP Billiton plc, Anglo American plc et Glencore International AGS (aujourd'hui Xstrata). Ce sont ces mêmes trois entreprises qui achetèrent Intercor, deux ans après, devenant ainsi propriétaires de tout le gisement exploitable du Cerrejón, le plus grand de Colombie, et qui les a placées à la tête des grands producteurs de charbon du monde.

Cette analyse s'étend sur presque trente années, durant lesquelles Intercor était à la tête de l'opération minière. Elle se centre sur la zone nord du gisement, ce qui sera appelé Cerrejón zone nord (CZN²). Ce qui est survenu après la vente en 2002 est brièvement énoncé à titre d'illustration de certains arguments, mais n'a pas fait partie du cas étudié.

Mes questions se centrent sur la configuration des relations entre les Wayuu, la multinationale Intercor et l'État, pendant ces trente années – depuis 1976 jusqu'en 2004. Mon analyse tient compte de la période où les politiques étatiques multiculturelles, les politiques de responsabilité sociale et la citoyenneté corporative n'avaient pas encore de force juridique ni politique. Cette analyse montre alors, la transition des politiques de reconnaissance des peuples indiens et traditionnels et des politiques de responsabilité sociale entrepreneuriale. En fait, depuis les années 1990, l'État contrôle dans une certaine mesure le comportement environnemental et social des entreprises et fournit des outils juridiques et politiques aux communautés locales, spécifiquement aux Indiens, pour affronter des projets économiques ayant un effet sur leurs vies.

Les mineurs sont arrivés sur les territoires ancestraux des Wayuu, mais contrairement à d'autres étrangers, cette fois, ils sont effectivement restés dans la Guajira. Le « développement », contrairement à la conquête espagnole que les anciens Wayuu avaient tant attendue, a pris la forme de délogement et d'exil. Finalement toutefois, le « développement » a commencé progressivement à prendre les formes et les objectifs définis par les Wayuu eux-mêmes. Ces définitions du développement dominant aujourd'hui les discours revendicatifs des leaders wayuu.

Le Cerrejón n'a pas seulement produit des impacts, il a également créé un nouvel ordre social et, en ce sens, un espace relationnel. Un espace social, politico-juridique et culturel où se sont configurés des champs de représentations et des discours et pratiques de négociation. Ce livre s'interroge d'abord sur les conditions des relations et ensuite, sur les ressources, les stratégies et les mécanismes interactionnels mis en œuvre par des agents sociaux pour s'articuler au sein du projet minier. Je m'intéresse donc, d'une part, aux négociations constantes, instrumen-

² Sauf indication contraire, par Cerrejón, je me réfère à CZN.

tales et symboliques à travers lesquelles les Wayuu ont garanti leur reproduction comme peuple indien, et d'autre part, aux mécanismes de la multinationale pour rendre viable l'opération minière – économiquement, politiquement et en termes de sécurité. Finalement, je m'interroge sur les façons dont l'État exerçait sa souveraineté dans la région, exécutait ses plans de développement économique, et dont il menait sa « relation » avec les citoyens.

Mon approche vise aussi à identifier et comprendre les conditions qui agissent sur l'espace relationnel et interactionnel. Je suis parvenue à identifier des conditions liées aux dynamiques de l'économie politique et de la géopolitique mondiale, et au rôle de chacun de ces acteurs dans ces dynamiques. D'autres conditions à l'échelle nationale sont les politiques colombiennes concernant les ressources naturelles, l'investissement étranger et les populations indiennes. De même, j'ai détecté des continuités dans les logiques et pratiques des multinationales minières, et chez les Wayuu, dans leurs logiques et pratiques d'articulation aux dynamiques plus larges. Je suis l'approche globale de Friedman qui propose d'assumer tant les stratégies locales que les propriétés structurantes globales. Pour lui la compréhension des processus historiques à long terme de ce système mondial et des propriétés (expansion/contraction, hégémonie/fragmentation) est indispensable pour aborder les stratégies culturelles et les réactions locales face aux conditions d'existence en transformation constante (Friedman, 1996a, 2000a, 2000b, 2007).

Je crois, avec cette étude, apporter à la compréhension des dynamiques d'articulation des sociétés locales avec des processus de large échelle, dynamiques qui prennent parfois la forme de mouvements « contre-hégémoniques »³. Ces mouvements, à mon avis, se configurent à partir des pratiques et discours de négociation de ces populations locales avec des projets hégémoniques et globalisants. Je considère que ces mouvements « de bas en haut » se réfèrent, dans le fond, non seulement à l'opposition aux projets hégémoniques de la part des populations

³ Notion inspirée par Boaventura de Sousa Santos. Il manifeste l'urgence d'établir des relations sociales qui configurent des globalisations contre-hégémoniques afin de construire un nouveau paradigme de redistribution (égalité) et de reconnaissance (différence) (2003 : 84). Concept similaire à l'idée d'une combinaison complexe des stratégies du tiers-monde et du quart monde (Friedman, 1996d). La *fourth world strategy* vise à sortir du système et maintenir ou créer des communautés culturelles organisées autosuffisantes et autonomes. La stratégie du tiers monde vise à attirer des flux de richesse et s'attacher à créer une dépendance du système (Friedman, 1996d). Ces approches ne sont pas éloignées des apports d'Arturo Escobar sur les mouvements socio-ethniques afro-colombiens (Escobar, 1996, 1999). Ses textes plus récents expriment mieux la variété de réponses locales, voire d'accommodement (Escobar & Paulson, 2005).

locales, mais plutôt à leurs revendications de leur droit à résoudre leur existence d'une manière plus ou moins autonome, mais sans exclusion.

Pour arriver à mon but, je propose d'analyser l'espace relationnel du projet minier à partir d'une double approche : d'une partie, l'identification et la compréhension des champs de représentation en tant qu'interfaces d'interaction (le développement, l'identité indienne, la responsabilité sociale entrepreneuriale) ; et d'autre part, la caractérisation des pratiques et des discours mobilisés par les acteurs pour assurer une ingénierie sur ces champs de représentation et garantir ainsi les buts de chacun : la reproduction socio-ethnique pour les Wayuu et la viabilité du projet du Cerrejón pour la multinationale et l'État.



Depuis 2004, la société Carbones del Cerrejón a amélioré ses pratiques environnementales et sociales, mais le projet du Cerrejón ne cesse de croître et d'occuper davantage de territoires dans la Guajira. Le contrat d'opération a été prorogé jusqu'au 2030 et l'État colombien n'en est plus partenaire. Encore davantage de populations ont été déplacées de leurs territoires, beaucoup se sont revendiquées comme afro-descendantes. Le cas de Tabaco a été emblématique et il a fait l'objet d'une importante couverture internationale. Maintenant, l'entreprise a engagé une équipe d'experts et elle a promis la transparence pour mener à bien la réparation à l'égard des anciens habitants de Tabaco, ainsi que la relocalisation de quatre autres villages : Tamaquito (village wayuu), Roche, Chancleta et Patilla (de population afro-descendante et métisse)⁴.

Mes recherches m'ont amenée à parcourir toute la Guajira. J'ai toujours rapporté une opinion ou une mémoire de la mine, même des endroits les plus éloignés. La question des dynamiques socio-environnementales qui sont dues à l'exploitation d'une ressource naturelle, laquelle est stratégique pour certains acteurs, m'a toujours amenée à m'interroger, d'une part, sur les multiples visions et les intérêts en jeu dans ces dynamiques, et d'autre part, sur les stratégies que les agents sociaux activent toujours pour résoudre leur existence dans le contexte d'interventions affectant leurs vies. Le sujet du bien-être intimement lié à l'extraction de ressources naturelles et au développement s'est avéré fondamental.

Dans les communautés visitées, j'ai des connaissances et des amis qui ont confiance en ce que leurs droits en tant qu'Indiens et en tant que citoyens colombiens leur soient reconnus ; ils exigent que le projet minier ne soit pas étranger à leurs propres visions de futur ; et ils exi-

⁴ Pour de plus amples informations officielles visiter la page du projet minier. Page consultée le 1^{er} avril 2009 de <http://www.cerrejoncoal.com/>.

gent, d'une part, qu'il y ait une véritable compensation pour l'occupation de leur territoire à cause des bénéfices de l'exploitation des ressources énergétiques – charbon, gaz, énergie éolienne, prochainement pétrole – et de l'infrastructure portuaire obtenus par les entreprises et l'État. D'autre part, ils demandent des réparations en raison des impacts et des nécessités auxquels ils se sont vus confrontés par ces activités économiques.

On peut observer un perfectionnement et une spécialisation des discours et des pratiques politiques wayuu qui relèvent presque, dans certains cas, de la perversité d'un leadership opportuniste, monopolistique, clientéliste et corrompu ; dans d'autres cas, de la véritable vocation d'un leadership charismatique et dédié. La plupart du temps, le leadership est plongé entre la tension et la conciliation des objectifs individuels avec les obligations sociales ; les leaders se trouvent aussi au milieu de la délégation et de la confiance que leurs communautés déposent en eux au vu de leurs capacités spécifiques et de leurs propres aspirations ; finalement, les leaders doivent « remplir » les espoirs romantiques *alijunas* (non indiens) liés à des images du bon sauvage et des sociétés indiennes égalitaires. La production de multiples leaderships constitue la version locale des stratégies et des mécanismes de participation politique face aux politiques de reconnaissance imposées par le projet minier et par l'État colombien.

Cependant, tous les leaders revendiquent leur droit à l'usufruit de leur territoire et de leurs ressources, mais avant tout, leur droit à vivre bien en tant que colombiens, mais surtout en tant que wayuu, Indiens qu'ils ont toujours été, déjà même avant l'arrivée des *alijunas* sur leur territoire guajiro.

Visions du problème

La littérature a traité de plusieurs façons les cas d'exploitation de ressources naturelles ou de la construction de mégaprojets d'infrastructure (routes, ports, lignes de connexion électrique) dans des territoires habités par des peuples traditionnels, indiens ou autochtones. La violation des droits de ces sociétés traditionnelles est fréquemment invoquée pour attirer l'attention sur les pratiques conventionnelles des multinationales partout dans le monde, lesquelles, avec le soutien généralisé des gouvernements locaux et nationaux et des forces armées, installent leurs projets, toujours au détriment de la survie des populations présentes sur place. Partout dans le monde, les informations annoncent des déplacements de villages entiers pour la construction d'un barrage, le trafic d'armes et les conflits liés aux mines et aux exploitations de pétrole, ou des villes entières « avalées » par les mines au Pérou et en Bolivie.

Même si, depuis les années 1990, des organisations non gouvernementales internationales ont renforcé leur pression en tant que société civile internationale, en surveillant la gestion environnementale et sociale des entreprises minières, et en attirant l'attention sur leur responsabilité sociale, dans les faits, les multinationales portent encore la marque de pratiques violentes, oppressives et néfastes.

Plusieurs éléments sont communs dans les cas qui impliquent des entreprises multinationales et des communautés locales : d'abord, les logiques et les pratiques qui différencient les acteurs ; deuxièmement, les intérêts et les motivations qui les mettent en action ; et troisièmement, le pouvoir différencié et inégal dont chacun dispose pour se positionner dans l'espace relationnel créé par un projet de développement. On pourrait dire qu'il y a une relation nécessaire et impossible d'éviter entre les trois acteurs, caractérisée par une tension latente et une dépendance réciproque et déséquilibrée.

Selon Gedicks, l'analyse d'autres cas d'exploitation de ressources montre que les multinationales, quand elles s'installent dans un pays à faible participation des citoyens, précaire niveau d'organisation communautaire et sans développement institutionnel, exercent des pratiques « peu responsables » qui leur permettent de développer leurs opérations rapidement et à bas prix. Ils offrent par exemple, des emplois, des biens et des récompenses monétaires en échange de l'approbation du projet ou de la vente ou de la location des propriétés pour l'opération. Ils exercent une forte pression sur les négociations, sans laisser le temps suffisant pour que les communautés affectées étudient l'information disponible et se renseignent quant aux implications des projets. Cette information que les entreprises mettent à disposition est généralement insuffisante, superficielle et peu transparente ou incompréhensible. Les acteurs locaux n'ont accès qu'à un employé qui représente les intérêts de l'entreprise, et il y a peu de possibilités d'aller plus haut dans le pouvoir corporatif.

Gedicks indique que les relations entre des multinationales et des communautés locales, jusqu'au début des années 1990, se caractérisaient par : les relations de pouvoir économique et de l'information ; les alliances indiscutables avec les autorités gouvernementales et policières ; l'influence sur les décisions publiques à tous les niveaux ; la génération d'un sentiment « d'inévitabilité » ; la capacité médiatique ; le financement de processus de concertation afin de faire pression sur les résultats (1994 : 92). Enfin, les multinationales réduisent les risques politiques et financiers : elles limitent l'arène du conflit en exposant seulement un tentacule de leur organisation mondiale aux communautés locales (1994 : 64).

En même temps, les communautés locales périphériques, et plus particulièrement les peuples indiens, portent sur leurs épaules le lourd

fardeau de la discrimination, du racisme et de l'exclusion. Même s'il semblerait que ce fardeau se soit allégé dans les années 1990, à l'époque où Intercor est arrivé dans la Guajira – à la fin des années 1970 –, les Indiens étaient encore stigmatisés et ils n'avaient pas les ressources politiques pour faire face aux multinationales avec une quelconque marge de réussite. La citation suivante résume les traits caractéristiques des rapports entre multinationales et peuples traditionnels.

Le manque sous-jacent de respect de la loi par les gouvernements qui poursuivent leurs propres projets et ceux qui développent leurs propres procédures à travers le monde, sont une gamme de facteurs institutionnels et politiques structurels qui minent le pouvoir de négociation des peuples indiens et des minorités ethniques et qui renforcent leur situation de marginalité dans la société. De tels facteurs incluent : la négation du droit à l'auto-détermination ; des inégalités structurelles de pouvoir profondément enracinées chez les minorités ethniques, les peuples indiens et le reste de la société où ils vivent, y compris le racisme et d'autres formes institutionnalisées de discrimination ; une variété de pratiques quotidiennes institutionnalisées – depuis l'analyse coût-bénéfice jusqu'à la planification nationale – qui renforcent la situation de marginalité des peuples indiens et les minorités ethniques, et qui dépolitisent [les ressources naturelles] et d'autres conflits qui se présentent [...] ; les priorités institutionnelles et les structures de compétition interne entre des agences opératrices qui font souvent « pression pour prêter », sans tenir compte des coûts sociaux et environnementaux ; le manque de responsabilité des planificateurs et des agents opérateurs vis-à-vis des populations touchées ; la tendance pour des stratégies de développement [...] pour renforcer l'accès injuste aux ressources et à la prise de décisions ; de telles circonstances font qu'il est beaucoup plus difficile que les politiques et les normes bien intentionnées aient un bon effet (Colchester, 1999 : 31-32).

De nombreuses recherches ont confirmé la reproduction de ces dynamiques dans la Guajira (Acosta, 1986 ; Dover & Ocampo, 2000-2001 ; Dover, Rincón & Zapach, 1997 ; Echavarría, Correa C., Benavidez, & Puerta Silva, 1999 ; Echeverri, 2003 ; Ghk_ELNI, 1999 ; Jimeno, 2002 ; Kline, 1987 ; Matute Campuzano, 2003 ; Mendiola *et al.*, 2002 ; Pacini Hernandez, 1984 ; Puerta Silva & Dover, 2008 ; Rivera Gutiérrez, 1983, 1990). Toutefois, malgré ses pratiques éventuellement oppressives, l'entreprise s'est transformée pour la Guajira en un acteur clef de l'économie, mais aussi de la vie quotidienne. Elle a réussi à se positionner de façon hégémonique, mais elle s'est aussi accommodée et elle a accepté, voire adopté, certaines pratiques locales⁵.

⁵ De fait, les employés de l'entreprise ont dû assumer ces pratiques locales, à tel point que l'un de ses représentants les plus connus a été déclaré « fils de la lune », c'est-à-dire, fils des Wayuu (Montero de Daza & Mestra Narváez, 2008 : 151).



Avec l'idée d'identités relationnelles, l'anthropologie a critiqué le caractère essentialiste des définitions classiques d'identité et de culture, soi-disant basées sur des traits statiques, uniques, purs et non modifiables. Mais avec l'idée selon laquelle les identités s'activaient dans le fait relationnel, l'anthropologie a produit des théories sur l'identité culturelle ou ethnique, ses nuances et ses variations, ses cohérences et ses incohérences.

Bien que je rejoigne l'idée des identités situationnelles et stratégiques, il m'a toujours semblé que la gestion des identités par des individus et des communautés est fondée sur des référents qu'ils considèrent objectifs, référents qui sont constamment mentionnés dans les narratives des personnes pour démontrer, revendiquer et défendre leur appartenance ethnique ou leur particularité culturelle, et qui finissent par être une liste de pratiques, d'images et de façons de voir le monde.

À un certain point de ma réflexion, il s'est avéré évident que la multinationale et le projet minier étaient des expressions d'un phénomène global, ou mieux, qu'ils étaient de fidèles expressions du système économique mondial. L'approche des systèmes mondiaux expliquait que l'époque actuelle correspondrait à une phase d'expansion de ce système, liée à un cycle d'oscillation (l'autre extrême étant la contraction), (Wallerstein, 1995a). Au niveau des identifications, c'est-à-dire des façons de se situer dans le monde, cette phase se caractériserait par le déplacement des identités nationales et le renforcement des identités basées sur la recherche des racines (Friedman, 1996c : 86).

Pendant cette même phase du système mondial se présenteraient des processus de décentralisation et de fragmentation des États et des identités. La citoyenneté, expression de l'appartenance à un État, serait remplacée par des identités basées sur des *primordial loyalties*, l'ethnicité, la race, la communauté locale, le langage et d'autres formes culturelles concrètes (Friedman, 1996c : 86). En ce sens, il a été utile de constater que les leaders wayuu grâce à ces tendances mondiales – matérialisées dans les politiques nationales de reconnaissance – ont eu une certaine marge de manœuvre pour la production d'une politique de revendication identitaire comme l'une des stratégies locales pour faire face au projet minier.

À mon avis, l'approche de l'anthropologie globale présente l'avantage de relier les événements locaux à des tendances et dynamiques plus larges. Parfois, j'ai pourtant eu le sentiment que le lien est, en grande partie, fataliste, pour ne pas dire déterministe. Il est vrai qu'il laisse un espace interprétatif pour les effets que pourrait provoquer le niveau expérientiel mais en général, je me sentais « accrochée » à un mouve-

ment interprétatif qui va du haut vers le bas. Or, une analyse historique de mon cas d'étude s'est avérée fondamentale pour comprendre la force du local dans le processus d'articulation des Indiens au projet minier. En effet, je considère qu'à travers une analyse de profondeur historique, il est possible de constater les mécanismes de reproduction socioculturelle d'une société, c'est-à-dire les continuités historiques de l'existence d'une société, la distribution et la reproduction des conditions d'existence et de reproduction, et les processus sociaux cumulatifs et de transformation sociale (Friedman, 1996e : 7-9).

Dans le cas étudié, j'ai trouvé, d'une part, que les caractéristiques de la relation entre la multinationale et les Wayuu répondent à des éléments structurels – propriétés qui font fonctionner le système d'une certaine façon et qui déterminent le lieu où sont situées les sociétés, leurs modalités d'articulation et d'intégration à un système plus large, etc. – ; d'autre part, j'ai aussi découvert dans tous les témoignages leur caractère politique, qui faisait référence et me montrait une négociation constante *in situ*, négociation dans laquelle se configuraient les logiques, les discours et les pratiques des acteurs. Les multinationales, pour leur part, justifiaient les effets de l'industrie minière par les bénéfices de ce projet pour le pays, ils se légitimaient par le contrat signé avec l'État colombien et, généralement avec arrogance, ils faisaient valoir leurs décisions concernant les populations voisines ou touchées par l'opération minière. Pour leur part, les Wayuu sollicitaient une compensation des dommages en dénonçant que les négociations avaient été injustes, qu'on avait profité de leur faible capacité et de leur manque de préparation ; maintenant, ils revendiquaient aussi, en connaissance de cause, leur droit de décider de leur propre futur, lequel sera inévitablement à côté de la plus grande mine de charbon au monde. L'État, presque toujours « invisible », observateur complice, n'a été présent qu'à partir des années 1990, intervenant dès lors directement sur l'espace relationnel du projet minier, décentralisant les fonctions vis-à-vis des Wayuu, modernisant leurs institutions, et produisant un cadre juridique multiculturel qui leur donnerait des outils politiques pour négocier à partir d'une autre position avec la multinationale.

En plus de m'intéresser au territoire sur lequel les identités se sont affirmées, au territoire qui devient un argument pour les revendications locales, j'ai fait le pari d'une analyse sociospatiale, dans laquelle l'espace est physique mais où il est également social ; l'espace se configure par le biais de la négociation de pratiques et de discours, aussi bien au niveau des interactions qu'à celui des représentations sociales. C'est en ce sens que j'ai commencé à interpréter le projet minier, non seulement comme un impact ou une transformation opérée sur les conditions d'existence, mais aussi comme un espace relationnel.

Le projet minier du Cerrejón a révélé, dès mon point de vue, les paris géopolitiques et économiques, aussi bien du gouvernement colombien que de la multinationale. De même, il a reproduit une idéologie du développement, ancrée dans la croissance économique et l'avance technologique. Le projet a été présenté comme la source de modernisation pour la nation, pour la région et pour la population indienne, dont les possibilités économiques ont toujours été minimisées, vu leur image de primitifs et d'illégaux. Le projet était modernisateur car il faisait l'éloge de la technologie qui serait installée, de l'intégration des habitants au monde du travail, de l'infrastructure moderne, c'est-à-dire de « la civilisation » de la Guajira.

La géopolitique inhérente au projet a territorialisé la présence d'une multinationale et de l'économie mondiale dans la péninsule, en l'insérant dans les territoires wayuu, jusque-là hors du contrôle gouvernemental. Le projet minier a permis au gouvernement colombien d'exercer sa souveraineté sur un territoire frontalier, sur les « gens du désert » – des Indiens ingouvernables –, en déléguant son exercice à l'entreprise pour plus d'une décennie. L'État, avec cette délégation du contrôle sur les territoires, sur les économies et sur les populations, a légitimé l'occupation et le réaménagement du territoire, et l'imposition d'un nouvel ordre avec des effets du projet minier à la fois politiques et socioculturels.

Je n'ai pas compris le Cerrejón seulement en tant qu'une opération minière qui a causé de profonds effets sur les Wayuu. Je l'ai compris essentiellement comme un projet, c'est-à-dire un ensemble relativement cohérent d'idées et de pratiques⁶ ; un projet géo-économique à long terme, que l'on a présenté comme la matérialisation du développement : développement pour la nation colombienne, pour la Guajira et pour les Wayuu. Le Cerrejón est un projet des multinationales et de l'État, et non des Indiens. Pourtant, ce projet a produit un espace relationnel où les interrelations sociopolitiques spécifiques se révèlent dans les négociations, les résistances et les accommodements⁷.

Dans un premier temps, j'ai été tentée de faire une étude d'impact environnemental et social, une étude qui démontrerait les transformations subies par les communautés wayuu, leurs territoires et leurs économies, ainsi que les effets sur leurs formes d'articulation aux dynamiques externes. La tentation était grande car cette approche me donnait l'occasion de transcrire l'expérience douloureuse que mes interlocuteurs sur le terrain ne cessaient d'évoquer. Cependant, mes observations de terrain et les témoignages mêmes rendaient compte, de l'articulation de

⁶ Proposition de Tsing (2000 : 347) pour définir un projet de développement.

⁷ Suivant la réflexion de Gupta (1995) sur les relations des individus avec l'État.

certaines communautés wayuu avec le projet minier. Elles étaient bénéficiaires d'aides et de programmes des fondations minières et certains de leurs membres travaillaient comme sous-traitants dans la surveillance et les services généraux. Certains défendaient même les politiques de sécurité de l'entreprise en prévenant les gardiens de la compagnie de ma présence avec l'équipe de recherche dans les *rancherías* proches de la mine ou du port. Ils manifestaient souvent leur non-conformité avec l'entreprise lors d'un atelier participatif, mais quelques mois plus tard, ils avaient néanmoins négocié avec l'entreprise un poste de santé.

De leur côté, les employés de l'entreprise parlaient fréquemment des Wayuu comme étant des « ingrats », des « opportunistes malins ». De temps à autre, ils acceptaient en *off* les importants impacts de l'opération minière sur les communautés voisines. La plupart du temps, ils se montraient compatissants et convaincus que l'entreprise menait à bien toutes ses actions dans la légalité et selon des standards internationaux qui ne leur étaient même pas exigés par le gouvernement colombien. Qu'ils restaient dans la Guajira parce qu'ils croyaient en la Colombie, mais que les affaires allaient mal et qu'ils travaillaient habituellement à perte. Ils soulignaient que le « retard » de la région n'était pas de leur seule faute mais surtout de l'État, de la corruption et du clientélisme prédominant dans la gestion départementale et locale d'impôts et de redevances qu'ils payaient ponctuellement. Pour eux, payer les impôts et royalties était leur seule responsabilité, ce qu'ils faisaient en plus, c'était volontaire.

Les relations entre wayuu et entreprise semblaient être d'amour et de haine ; comme dans un mariage arrangé, avec de bons et de mauvais moments, mais un mariage pour toute la vie. En pensant à cette métaphore, j'ai compris que les idées sur l'Autre sont plus ou moins fixes, mais qu'il y en a plusieurs, et que la fluctuation de leur utilisation fait que la « cohérence » soit pratiquement impossible. J'ai aussi reconnu les stratégies revendicatives mises en marche par les Wayuu dans les témoignages de mes interlocuteurs ; j'ai découvert les arguments de leurs théories de mérite de compensations, compensations qui leur semblaient insuffisantes et injustes, comparées aux impacts causés par l'entreprise et aux bénéfices dont celle-ci jouissait ; bénéfices fruit de la richesse du sous-sol de leur territoire qui, par conséquent, leur appartenait de droit ; les demandes locales se légitimaient aussi, *in extenso*, par leur exclusion historique de l'économie du pays et des décisions nationales. De sorte qu'inclure des descriptions brutes sur l'arrivée et sur l'installation de la mine, et sur les conflits avec la multinationale a toujours été une tentation, et elles sont présentes tout au long du texte, au risque d'être très descriptives. Ces descriptions m'ont servi toutefois à apporter un référent réel aux demandes et revendications que j'essaie de rendre visibles,

car dans l'espace relationnel, les leaders et les dirigeants wayuu les ont articulées dans leurs discours. Ces revendications et les arguments qui sont liés à celles-ci, sont la base des discours des leaders et des dirigeants wayuu dans l'espace relationnel.

Les Wayuu s'étaient caractérisés, selon la littérature générale, par leur capacité de résistance face au contact culturel et à l'homogénéisation. On dit que ces Indiens ont trouvé des mécanismes de protection et de refuge durant la conquête et la colonie espagnole ; qu'ils ont été intégrés avec succès au système économique de la région des Caraïbes, en s'alliant avec les Anglais et les Français, sans jamais avoir été soumis par les Espagnols à des *encomiendas* ou à des *haciendas* ; et que, pendant le XVIII^e siècle, les contacts entre Indiens et étrangers ont oscillé entre le conflit et l'alliance.

En effet, les Wayuu ont maintenu le domaine territorial, principalement au nord du fleuve Ranchería, le plus important de la Guajira. Au sud, les territoires et les villages occupés par des Espagnols et des *criollos* (Espagnols nés dans le Nouveau Monde) alternaient avec des territoires indiens. Les difficiles conditions physiques et climatiques ainsi que le manque d'eau généralisé ont favorisé le maintien du domaine territorial des Wayuu, qui ont dominé, par périodes, le commerce de la contrebande, de la pêche de perles, de l'exploitation du sel et du bétail. L'organisation sociopolitique wayuu est mentionnée dans la littérature comme un facteur décisif dans la résistance de ce peuple à la domination espagnole. En effet, l'organisation en unités et factions sociopolitiques, situationnelles, changeantes, sans aucune autorité centralisée, mais plutôt avec de nombreux leaders, chacun disposant d'armées et d'alliés, n'a pas permis la cooptation par les autorités espagnoles, ni par les gouvernements républicains du XIX^e siècle. En résumé, selon la littérature, deux facteurs ont contribué à leur résistance durant la colonie et pendant une bonne partie du XX^e siècle : les conditions environnementales et géographiques, et leur organisation sociopolitique fragmentaire et multicéphale.

Avec la crise énergétique des années 1970, les investisseurs étrangers et le gouvernement se sont intéressés au gisement du Cerrejón. Des considérations globales, et non locales, ont déterminé la décision du gouvernement national sur la façon d'exploiter ce gisement. Le projet du Cerrejón fait partie de la tendance mondiale d'expansion de capitaux multinationaux vers la production dans les périphéries, et il constitue aussi une réponse à la crise énergétique des années 1970. C'est le produit des politiques économiques nationales qui ont mis en retrait l'agro-industrie pour parier sur les économies extractives, à travers l'investissement étranger pour l'exploitation de ressources énergétiques. Mais le projet du Cerrejón est avant tout le témoignage d'une interven-

tion géo-économique-politique, qui changerait à jamais la vie quotidienne des Indiens wayuu et la façon dont ils s'articulaient à l'État colombien.

Afin de comprendre les implications du projet du Cerrejón sur les vies des Wayuu, j'ai entamé un parcours historique en identifiant les événements qui ont marqué l'histoire d'articulation des Wayuu avec des dynamiques globales. J'identifie dans l'histoire wayuu trois grandes transformations globales, entendues comme des changements d'ordre global dans les propriétés du système auquel sont liés ces Indiens. Ce sont des événements qui ont fracturé leur histoire, en changeant profondément et de façon permanente leurs conditions d'existence. Les événements transformateurs dont je parle sont différents d'autres éventualités, aussi remarquables que le boom de la marijuana, ou actuellement le trafic de drogues, qui influencent et modifient certaines dynamiques locales, mais ne les changent pas fondamentalement. En revanche, les grandes transformations ont affecté les ordres régionaux et locaux, ainsi que le positionnement des Wayuu dans les dynamiques globales et locales⁸.

La première transformation est l'arrivée des Espagnols et plus particulièrement du bétail. Les Wayuu sont devenus éleveurs et bergers. La seconde transformation est l'essor pétrolier au début du XX^e siècle, dans le cadre des changements de l'économie mondiale. Leurs répercussions se sont manifestées par la diminution de la demande de bétail, le réaménagement territorial et social et, finalement, la demande vénézuélienne de main-d'œuvre, d'abord esclavagiste, puis volontaire. Émigrer au Venezuela a permis à beaucoup de wayuu pauvres d'accéder à des ressources pour avoir leurs propres troupeaux et monter dans l'échelle sociale. Plus particulièrement, de jeunes « civilisés » ont réussi à monter socialement et à trouver leur place dans la structure sociopolitique wayuu. Quant à la troisième transformation, elle est le résultat d'un projet géopolitique transnational plus large, il s'agit de l'exploitation de ressources énergétiques stratégiques dans les dernières décennies du XX^e siècle.

Je me suis alors demandé comment les Wayuu avaient interprété et élaboré les changements et les nouvelles conditions imposés à leurs vies par le projet minier. Ma première réponse soulignait l'articulation continue des Wayuu aux dynamiques régionales et globales, à travers des stratégies réussies basées sur l'intégration économique. Même à la

⁸ D'autres biens antérieurs seraient en rapport avec les migrations provenant de l'Orénoque et avec les déplacements de la péninsule des groupes d'ascendance linguistique *chibcha*, qui se trouvent actuellement dans la Sierra Nevada de Santa Marta.

périphérie du système mondial, les Wayuu se sont positionnés de telle sorte que pendant des siècles, ils ont préservé une autonomie politique et territoriale⁹. D'une part, l'autonomie est due en partie à l'appropriation et à la domination de certains aspects des économies stratégiques durant les différentes périodes historiques, par exemple, le contrôle de la pêche des perles pendant la colonie, et celui du bétail au XVIII^e siècle. D'autre part, le contrôle des ports et des routes de transport et, par conséquent, du débarquement, de la surveillance et du transport des marchandises de contrebande. Parallèlement, les alliances matrimoniales et politiques (les clientèles et le compéage) avaient servi aux wayuu à maintenir une articulation constante avec les *alijunas* et à exercer le contrôle, parfois partagé, du territoire et des activités économiques qui s'y implantaient.

L'installation du complexe carbonifère du Cerrejón a réaménagé le territoire guajiro et instauré une économie d'enclave avec des affectations claires sur les économies locales. Le projet a limité, restreint, fragmenté et occupé des territoires wayuu, tout comme il a restreint l'accès à des ressources naturelles car selon les Wayuu, la chasse, la pêche, la récolte, et même le pacage ont été affectés par la difficulté à trouver de l'eau. Il y a eu de fortes restrictions pour utiliser le fleuve Ranchería et d'autres sources d'eau. Le projet a également obligé la relocalisation de cimetières et de *rancherías*, en affectant la distribution sociospatiale.

Les réponses des Wayuu aux grandes transformations ont toujours démontré une capacité énorme d'intégrer à leurs vies quotidiennes des activités économiques qui leur permettraient de reproduire certaines de leurs pratiques : l'organisation sociopolitique en parentèles et factions, et l'accès à des ressources économiques qui sont réinvesties en animaux et autres biens de prestige qui représentent la richesse. En rédigeant ce texte, j'ai constaté que le projet minier était un événement transformateur des conditions matérielles d'existence des Wayuu, mais n'était pourtant pas responsable de la consommation de biens occidentaux, et n'avait pas non plus introduit la monnaie dans les transactions indiennes. Ces nouvelles conditions ont plutôt favorisé des réponses innovatrices ayant à voir avec une action politique, suite à l'interaction avec l'entreprise minière. Il y avait une certaine continuité dans la reproduction socioculturelle indienne, mais cette fois, on avait suscité un intérêt pour la mobilisation politique et pour la participation sans précédent sur des scènes publiques (Friedman, 2000a). Chez les Wayuu, ces mobilisations furent jusque-là presque inexistantes, excepté pour certaines mani-

⁹ Cette autonomie ne renvoie pas à une domination absolue de leurs vies, ni à un isolement territorial, mais elle se réfère plutôt à une forme de reproduction socioculturelle qu'il leur permet l'articulation avec les sociétés *alijunas* et leurs économies, et qui se nourrit de celles-ci.

festations spectaculaires en début de siècle dans les salines de Manaure, des manifestations qui concernaient le droit au travail plutôt que le droit d'être Indiens.

Dans les stratégies d'articulation activées par les Wayuu par rapport au projet minier, le tournant vers le champ politique a constitué une nouveauté dans l'histoire d'articulation wayuu aux dynamiques plus larges. Or, cette hypothèse m'a éloignée de l'idée de faire une étude exclusivement d'impact environnemental et social de l'opération carbonifère sur les Wayuu. Au contraire, elle m'a permis de proposer un regard plus dynamique, multilocalisé, multivocal et multitemporel. Il n'a pas été facile de composer un récit chronologique et au cas par cas. Avec mes descriptions, je souhaite parvenir à montrer les tensions, les contradictions et la diversité inhérentes aux relations humaines, dans ce cas, encadrées par ce mégaprojet géo-économique (et politico-culturel).

Le projet minier en tant qu'espace relationnel

Voir le projet comme un espace relationnel, manifestement politique, m'a permis de trouver des réponses sur les logiques des acteurs pour interpréter leur rencontre, et sur les pratiques et les discours d'interaction construits grâce à une négociation constante. J'ai voulu concevoir les acteurs comme une expression de dynamiques structurelles, mais je me suis ensuite concentrée sur l'échelle expérientielle, sans y voir seulement la reproduction de dynamiques globales. Il m'a semblé alors plus productif de procéder à une approche des dynamiques d'interaction et de relations sociales, sans négliger les contextes et les propriétés globales.

Mes questions avaient à voir avec le fait que les Wayuu n'étaient pas restés passifs face aux impacts de la mine, à la fatalité et à l'inévitabilité du projet minier. Eux ont peu à peu produit et développé des mécanismes pour s'articuler au projet et s'en « profiter ». Ceci ne veut pas dire que les stratégies soient réussies, qu'elles parviennent à redistribuer les bénéfices, ou qu'il s'agisse de résistances. Évidemment, il y a eu des conflits entre la mine et les communautés wayuu mais, en général, les Wayuu ont cherché à « tirer profit » de cette nouvelle source de moyens, parfois sous des formes improvisées et à court terme et, en d'autres occasions, sous des formes un peu plus élaborées et de longue portée.

Certains wayuu travaillent dans la mine comme gardiens et peu d'entre eux sont parvenus à devenir ouvriers. Quelques-uns ont occupé des postes administratifs, surtout dans les bureaux de relations avec la communauté. Pour cette raison, je ne pouvais pas aborder les relations entre les Wayuu et la multinationale en termes de travail, ni dans les termes d'une chaîne de production. Pourtant, le fait que les Wayuu n'ont pas été intégrés en tant que main-d'œuvre majoritaire est fondateur d'un

type particulier de relation. Ils s'étaient intégrés d'une autre façon, qui les liait finalement à la chaîne de production. Ils n'étaient pas la main-d'œuvre majoritaire. Ils sont devenus « consommateurs », « clients » des aides au développement.

Pour cette raison mes interprétations ont mis en évidence les caractéristiques fortement politiques des relations entre la multinationale et les Indiens, par le projet que l'entreprise essayait de mettre en œuvre et que les Wayuu essayaient de définir pour eux-mêmes. Les relations humaines sont évidemment politiques, car il y a toujours une lutte de forces. Néanmoins, dans les relations sociales au sein du projet minier, une nuance à caractère historique me permettait de comprendre le tournant politique des stratégies indiennes pour faire face à ce projet d'enclave économique. En effet, pour s'intégrer à l'économie minière, les Wayuu ont suivi un parcours politique de revendications, de type ethnique principalement, et non lié à une position de classe. Les Wayuu ont fait prendre un tournant politique à leurs stratégies, en se connectant à la « phase politique » de la globalisation économique (Agnew, 2001).

Le projet minier a produit un espace relationnel dans lequel chacun des acteurs a pris sa position en fonction de ses propres ressources et objectifs, affrontant les conditions extérieures au moyen de multiples stratégies pratiques et discursives. Des stratégies qui étaient fondées et argumentées depuis les visions que chacun de ces acteurs avait mobilisées par rapport à ses constructions sur le lieu qui est à eux et/ou qu'ils devraient, dans l'idéal, avoir dans le monde, dans la nation, dans la Guajira, dans le projet minier ; leurs stratégies se construisaient aussi d'après leurs idées quant à ce que devrait être le futur, c'est-à-dire, sur ce que tous appellent développement « à sec », et qui serait pour eux un « développement autonome ».

La notion d'espace relationnel¹⁰ s'est avérée être un instrument analytique permettant d'explorer la situation d'articulation et de circulation de pratiques et d'idées mobilisées et négociées par les agents sociaux, mais influencées par des propriétés structurantes. J'argumenterai que dans cet espace, des discours se sont produits et reproduits de façon multilocale en relation avec un ensemble situé de pratiques et de relations¹¹.

¹⁰ Pour approfondir dans la construction théorique et méthodologique de cet outil analytique voir Puerta Silva (Puerta Silva, 2010).

¹¹ Ce type d'analyse a été appliqué au développement du point de vue de la négociation de savoirs locaux et globaux (Pottier, 2003 : 10). Actuellement, reconnaître les dynamiques conjoncturelles est central dans la construction des nouvelles géographies qui placent les territorialités différenciées des groupes sociaux en égalité de conditions avec la géographie et la cartographie officielle (Almeida, Carvalho Martins & Shiraishi, 2005 ; Montoya Arango, 2007). La multilocalité est entendue selon les approches de Marcus (1995).

Selon l'approche de l'École de Manchester, les champs sociaux sont « des domaines de pratique sociale et politique dans lesquels [...] les acteurs manipulent des “normes” [...] tandis qu'ils poursuivent leurs ambitions et leurs intérêts personnels » (Gledhill, 2000 : 209). En ce sens, les positions ne seraient pas données, mais plutôt le résultat de la gestion individuelle. Ce type de gestion peut être perçu comme une négociation instrumentale et symbolique, mobilisant des espoirs, des significations, des valeurs, des normes, des hiérarchies et des statuts. Cette vision permet de comprendre les multiples niveaux de l'articulation favorisée par le projet du Cerrejón, et même si elle met l'accent sur l'agencement des individus et des groupes, l'incidence de propriétés structurantes dans leurs positionnements ne sera pas ici négligée.

Le projet minier aurait produit un espace à multiples dimensions qui existe sous un ensemble de propriétés apportant aux acteurs un premier capital pour son positionnement. Je propose donc de distinguer trois domaines de fonctionnement ou d'opération de l'espace relationnel : d'une part, le domaine structurel – constitué des propriétés contraignantes et contextuelles qui prédisposent les relations, mais qui subissent en même temps des transformations ou des continuations grâce à la dynamique de l'espace relationnel. D'autre part, le domaine conceptuel – de représentation où se construisent et s'affrontent les idées et les visions de l'Autre et celles sur les questions centrales de la relation et interactionnel ; c'est à ce niveau que se configurent les relations entre des entités « conceptualisées ». Enfin, le domaine interactionnel – les espaces de contact face à face. À ce niveau se configurent les versions locales du fait relationnel du projet minier.

La figure d'espace relationnel permet d'identifier l'exercice des pouvoirs et des positionnements des entités¹² où des représentations sociales – État, entreprise, wayuu – à travers les interactions, les processus communicationnels et les négociations instrumentales et symboliques de leurs multiples agents où délégués différents et hétérogènes. Ici, je m'intéresse avant tout aux projets et aux intérêts de ces agents, leurs connaissances, leurs compétences et leur savoir-faire, ainsi que l'usage qu'ils font du pouvoir de l'entité dont ils sont les représentants. C'est là aussi que la négociation d'idées, de visions et de théories, de plans, de valeurs et intérêts, et de discours et pratiques, a mis les acteurs en relation, d'une façon symbolique et politique. Enfin, c'est dans ce

¹² L'entité conçue comme une « chose réelle, existante mais représentable uniquement par une image ». Comme l'État, la multinationale et la société wayuu seront considérées des entités dans le plan conceptuel (Aretxaga, 2003 ; Dover & Ocampo, 2003 ; Ernst, 1999).

domaine que se révèlent les stratégies pour leur propre reproduction – le maintien de la viabilité du projet minier et la survie du peuple wayuu.

En plus de ces domaines d'opération, la notion d'espace relationnel m'a obligée à différencier des échelles spatiales (Revel, 1996). Les faits relationnels ont une portée sur l'influence du global et structurante (Friedman, 2000b, 2007), sur l'international (Agnew, 2005), sur le national, sur le régional et sur le local, et ils sont l'objet de cette influence. Cette approche reconnaît donc la charge historique, le dynamisme, le caractère conjoncturel, les forces du pouvoir, les niveaux de logique, de discours et de pratique à ces échelles.

L'échelle nationale est celle de la négociation par le contrat, de la déclaration de la Constitution politique de 1991, du Code de mines et des revendications des mouvements ethniques et environnementalistes. Finalement, l'échelle multilocale est le champ d'interactions, l'échelle essentiellement expérientielle et quotidienne dans laquelle se reflètent, mais d'où proviennent aussi, les possibilités pour les acteurs d'atteindre leurs objectifs et leurs intérêts, tout en maintenant leurs propres visions du monde.

Enfin, dans les faits relationnels se conjuguent des aspects économiques, juridiques, politiques, et culturels qui, à leur tour, sont en rapport avec les échelles et les dimensions. La notion que je propose ne se décompose pas en champs comme dans la perspective de Bourdieu, mais en caractères qui configurent son déroulement, la caractérisent et affectent, de façon différenciée, les échelles spatiales et les domaines opérationnels de l'espace. Cet espace relationnel aurait donc une nature politique par excellence, dans laquelle coexistent des propriétés juridiques. D'autre part, il s'agit d'un espace de reproduction culturelle, dans la mesure où c'est dans celui-ci que l'on a négocié des représentations, des interprétations et des visions du monde et du projet minier, ce que j'appelle des interfaces d'interaction (Arce & Fisher, 2003b) liées par exemple aux notions du développement et de l'identité. Il est économique dans la mesure où, finalement, ce qui circule dans le champ d'interactions, ce sont des ressources économiques et des ressources naturelles qui dynamisent les rapports économiques et démontrent les accomplissements des acteurs.

Ces domaines, échelles et caractères se superposent et s'influencent mutuellement. En ce sens, l'espace relationnel serait profondément situationnel, circonstanciel et conjoncturel, en même temps qu'historique et relatif. Pour rendre compte de l'évolution des intérêts, des stratégies et des positions des protagonistes, ainsi que des dynamiques du domaine relationnel, mon approche sera surtout dynamique et multiple.

Dans cet espace relationnel interagissent les agents sociaux, interprétant ce qui s'y passe en fonction de leurs propres représentations du monde, de leurs territorialités et de leurs géopolitiques, lesquelles sont révélées dans leurs discours et pratiques ou dans leurs comportements, tout en modifiant continuellement l'espace de relations. Cet espace relationnel s'avère également touché par l'histoire de la relation entre les agents sociaux, par leurs propres histoires individuelles et leurs temporalités – celles de l'action, de la réaction et de l'histoire du positionnement de chacun des acteurs-entités – (Abélès, 1992 : 20).

L'espace est aussi situationnel car il est créé à partir de l'implantation du projet minier dans la Guajira à ses différents moments : la négociation pour le contrat – développée dans la première partie de ce livre –, la construction de l'infrastructure minière – dans la seconde partie – et le voisinage et la coexistence¹³ – traitée dans la troisième partie.

En tant qu'espace, cette figure analytique permet de souligner également la nature spatiale, aussi bien physique que symbolique, des relations et interactions au sein du projet minier. D'une part, l'espace relationnel s'inscrit dans un territoire, c'est-à-dire que selon Massey, il s'inscrit dans l'espace géographique où les relations sociales s'étendent et où s'érigent les multiples sens de lieu¹⁴, ou plus spécifiquement dans un lieu (Agnew, 2007). D'autre part, il s'inscrit aussi dans des espaces qui transcendent la géographie de la péninsule. Pour mieux distinguer ces échelles de l'espace relationnel, assumons que les relations entre les acteurs s'établissent dans un espace non nécessairement géographique, mais que les interactions entre les individus (les agents sociaux) qui représentent ces acteurs sont sur le territoire géographique et dans le lieu. En ce sens, les interactions sont marquées par le lien territorial, contrairement aux relations qui appartiennent au cadre des représentations, des conditions globales et de la politique internationale.

En reprenant en partie la relation classique établie par Abélès entre le politique et le territoire, je propose de considérer le territoire aussi bien en tant que réceptacle des interactions entre les acteurs qu'objet étant à l'origine du lien politique amené par le projet minier (Abélès, 1986, 1988, 1992). Le territoire est donc l'un des axes de l'espace relationnel, aussi bien des pratiques géopolitiques activées par les acteurs, que des discours revendicatifs indiens¹⁵.

¹³ Voir la notion de coexistence selon Massey relative à la multiplicité, l'interrelation, mais aussi à l'indépendance dans les trajectoires, dans les narratives (1999).

¹⁴ Les « *senses of the place* ». Dans la perspective de cette auteure : « *Instead then, of thinking of places as areas with boundaries around, they can be imagined as articulated moments in networks of social relations and understandings* » (Massey, 1994).

¹⁵ Dans ce cas particulier, une des stratégies activées par les Wayuu fut d'exiger la mise en titre des *resguardos*, en même temps que l'État redéfinissait les divisions poli-

Le projet du Cerrejón s’amorce à un moment de transition où s’est accélérée la globalisation économique d’export massif des capitaux, qui coïncide avec une transition de l’économie agro-industrielle colombienne à une économie d’extraction de matières premières et de ressources naturelles. Cette globalisation traversait les limites et les souverainetés étatiques, créant de nouveaux territoires stratégiques pour les acteurs globaux les plus puissants. Ainsi, en même temps qu’apparaissent des processus globaux économiques dominants, se produisent aussi des processus politiques forts et variés¹⁶. Pour Agnew, il s’agit de la phase politique de cette nouvelle grande transformation qu’est la globalisation économique (Agnew, 2001). Et même si la géopolitique de cette économie globale est en jeu, le sont également les multiples réponses des sociétés qui y font face ou qui s’y adaptent, dont les caractéristiques dépendent de leurs propres géopolitiques et de leurs politiques d’existence. Après le traumatisme vital – territorial, culturel et économique – qu’ils ont subi pendant la construction du complexe minier, les Wayuu ont fait de leur identité, en partie ancrée dans leur territoire ancestral, l’axe de leurs demandes et revendications vis-à-vis de l’État, mais plus particulièrement à l’égard de l’entreprise multinationale.

Le traumatisme vital, cette grande transformation des conditions locales d’existence des Wayuu, est fondé sur une délégation du pouvoir de l’État vers l’entreprise. Pourtant, les logiques, à l’ombre desquelles se reproduisent ces effets dans l’espace relationnel, sont profondément attachées à la relation que les Wayuu entretenaient avec l’État (en tant qu’entité abstraite) et avec les gouvernements (personnification de cette entité), à leur relation avec le territoire, à leur indéniable présence antécédente au projet¹⁷, mais essentiellement à la force normative et institutionnelle de leurs logiques et pratiques sociales¹⁸.

tiques-administratives de la péninsule. L’entreprise avait également déjà défini ses juridictions.

¹⁶ Les stratégies et logiques culturelles activées, localement et régionalement, s’en remettent à des processus de l’économie globale dans laquelle se reproduisent des espaces d’identité qui se maintiennent entre modernité et postmodernité, traditionalisme et primitivisme (Friedman, 1996b).

¹⁷ Aujourd’hui encore, la référence à l’ancestralité et à l’antériorité territoriale oblige l’entreprise à négocier des compensations et des indemnités avec les populations voisines du complexe minier.

¹⁸ Bien qu’ils soient reliés au système mondial, ils maintiennent leurs formes de reproduction basées sur la parenté et la communauté, c’est-à-dire qu’ils maintiennent leurs structures locales de reproduction, bien qu’elles soient articulées à un système plus vaste (Friedman, 1996b).

Le projet en tant que champ de représentations

En assumant le projet minier comme un espace relationnel, je devais décrire les intermédiations et les médiations qu'il a déclenchées (Puerta Silva, 2010). D'une part, j'avais déjà compris que ce n'était pas la mine, la multinationale, l'État, les Wayuu qui interagissaient. Par contre, au niveau expérientiel, il y avait des agents sociaux en contact. D'autre part, les intermédiaires mobilisaient des représentations sociales, c'est-à-dire des visions et des constructions de l'Autre, du projet minier, et en particulier, du futur en termes de développement et de reproduction socio-ethnique.

La médiation

Les données me parlaient des personnages qui avaient accompagné les employés de la mine à faire les négociations des terres. Les témoignages attribuaient à ces personnages une partie de la « faute » pour ce qui s'était passé, plus particulièrement de la perte territoriale. Ils parlaient des alliances, des prébendes et des privilèges dont ces femmes et ces hommes avaient joui. J'ai voulu aller au-delà de l'idée selon laquelle il s'agissait de personnes opportunistes qui, sans aucun lien affectif avec les communautés wayuu, s'étaient prêtées au jeu des intérêts de l'entreprise. Peu à peu, j'ai découvert que dans l'histoire des Wayuu avaient toujours existé les courtiers, des intermédiaires servant de pont entre les sociétés *alijunas* et indienne. Ces « courtiers » apparaissaient fréquemment dans les récits sur les époques électorales, sur le commerce et sur la présence étatique dans la Guajira. Je m'inquiétais de savoir qui étaient ces intermédiaires et quel rôle ils jouaient dans l'organisation sociopolitique wayuu. J'ai découvert une continuité dans la médiation, et dans un sens, il s'est avéré un mécanisme de reproduction socio-ethnique. La question de la mobilisation collective est aussi apparue inévitablement pour deux raisons : la première du fait que pour certains, l'absence d'organisations centralisées était la principale raison pour laquelle les Wayuu ne s'étaient pas mobilisés contre l'entreprise, autrement dit, leur « manque » d'organisation était la cause des accords défavorables auxquels ils étaient arrivés pour les terres et les autres compensations. La deuxième était la référence obligée à Yanama, une organisation wayuu contemporaine du projet minier, avec une ingérence importante dans la définition des programmes sociaux de la compagnie pour la population indienne. Après quelques années de collaboration réciproque, Yanama s'est détachée du projet minier, et dès lors, la mobilisation collective est devenue plutôt faible et conjoncturelle.

Il n'y avait pas d'antécédents dans l'histoire wayuu d'une représentation politique collective ; de fait, la littérature indiquait l'absence de toute organisation centralisée d'autorité et de mouvement politique. Peu

d'événements avaient provoqué une mobilisation engageant le peuple wayuu dans sa totalité ou un secteur important de ce dernier. Donc, examiner de plus près la forme d'opération de la micropolitique wayuu m'a permis d'identifier le poids des dynamiques de compétition et de hiérarchisation, ainsi que celui de l'opportunisme qui leur est inhérent (nécessité d'avoir recours à des façons d'augmenter la richesse et le prestige), dans les ruptures que les mobilisations collectives wayuu ont subies et subissent encore.

Quoi qu'il en soit, le projet minier et son espace relationnel ont exigé des processus d'intermédiation, à partir desquels il est possible de constater la reconfiguration de l'organisation politique wayuu, par le biais de la transformation et du (ré)accommodement de ses dynamiques et de ses structures micropolitiques : des changements dans les relations de pouvoir, ainsi que dans l'émergence de nouvelles représentations et délégations, sont quelques-uns des changements. Les intermédiaires – qui agissaient au début comme facilitateurs et traducteurs lors des rencontres entre les employés de l'entreprise et les *alaulas* ou les autorités des communautés – se sont transformés progressivement en leaders et dirigeants ; représentants, pour les affaires externes, des *resguardos*, des réseaux de familles et des parentèles. Ils disposaient déjà d'une place dans les structures sociopolitiques, mais grâce à leur connaissance et à leurs capacités pour atteindre un accès privilégié aux ressources de développement ou d'intervention sociale de l'entreprise, les intermédiaires ont pu prendre part aux dynamiques internes de compétition politique qui maintiennent les hiérarchies sociales et la mobilité sociale wayuu. Ils ont commencé à influencer les décisions internes de leurs lignées et parfois, d'ensembles de lignées qui habitent dans les voisinages territoriaux. Ils ont été « délégués » par les communautés. En représentation de celles-ci, ils ont négocié des idées et des plans avec l'entreprise et l'État ; ils ont construit peu à peu leur propre vision du projet minier par leurs discours et pratiques de négociation. La médiation est donc un axe fondamental pour comprendre l'articulation de cette société avec le projet minier.

De fait, en l'absence d'un interlocuteur collectif, les entreprises ont créé les fondations minières comme leur mécanisme de formalisation des relations ; leur stratégie pour passer des interactions individuelles à des interactions plus organisées et plus générales, ou plutôt, à des interactions moins intimes et affectives. Les médiations individuelles n'ont pas disparu, bien au contraire. Comme conséquence de la formalisation des relations, au moyen de protocoles d'investissement et de coopération, les intermédiaires wayuu ont appris et ont assumé une logique différente et des pratiques plus institutionnalisées, telles que la participation sociale et démocratique, la coopération et le cofinancement.

Or, je mets l'accent sur le champ d'entraînement que le projet minier, tout comme l'espace de négociations, a constitué pour les intermédiaires qui se sont spécialisés dans « la gestion focalisée » de projets, plus particulièrement dans le cadre du développement. Le projet les a reliés à des tendances globales de nouveaux espaces politiques revendicatifs ethniques. En ce sens, grâce au Cerrejón, les Wayuu se sont « préparés » pour les politiques d'ouverture multiculturelle, de décentralisation, de modernisation et de démocratisation de l'État colombien dans les années 1990. En effet, le cadre des droits différenciés, dits de « discrimination positive », développé dans la dernière décennie du XX^e siècle, a modernisé et donné force juridique aux discours revendicatifs de « mérite » de compensations pour les affectations subies à cause du projet minier.

Toutefois, le leadership est aussi fragile que les chefferies décrites par les Espagnols pendant la colonie. L'autorité est mise en danger avec la perte du prestige et de la richesse ; la prolifération de leaders a beaucoup à voir avec la micropolitique wayuu. Voilà pourquoi je propose de considérer le leadership qui a été catalogué comme l'adoption des pratiques politiques locales – « occidentalisation » et perte des traditions des leaders – comme une forme contemporaine de mobilité sociale (Weiss, 1986 : 8) ou de positionnement dans les hiérarchies sociales Wayuu. De fait, devant l'absence de sources traditionnelles d'autorité, le leadership politique lié à la gestion du développement est depuis lors une source et un objet de concurrence très apprécié. L'ethnisation des leaders *mestizos* peut être interprétée comme une instrumentalisation de l'identité, mais en même temps, comme une façon d'acquérir du capital – sous de nouvelles conditions – pour exercer la médiation, non seulement avec la multinationale, mais aussi avec l'État. Selon Rappaport et Dover (1996), les leaders mettraient ainsi en relation leurs obligations sociales et culturelles traditionnelles avec la nécessité de prendre part aux arènes politiques locales et nationales. Ils élaboreraient un « produit ethnique » qui, en plus de servir de capital politique, « relie le bénéficiaire des droits indiens spécifiques à un mandat culturel et social à caractère communautaire qu'ils définissent eux-mêmes » (Rappaport & Dover, 1996 : 27).

Dans la logique des leaderships locaux, on pourrait distinguer deux moments. Le premier, quand ce leadership se révèle dans les pratiques locales de nature clientéliste. Le deuxième, quand ce leadership fait usage de l'ethnicité. Le phénomène du leadership indien en Colombie a été largement abordé (Chaves Chamorro, 1998, 2002). Gros l'appelle néo-indigénisme (1991, 2000). Dans les deux moments, le leadership est une forme de mobilité sociale qui gagne en importance durant les années 1980 et 1990 ; mais d'autre part, le leadership est le mécanisme

privilegié des relations entre les secteurs les plus défavorisés de la société colombienne et l'État, faute d'espaces, capacités et mécanismes pour les citoyens d'établir des liens directs avec celui-ci.

En ce sens, le projet minier a contribué à ces nouvelles logiques du leadership politique local, d'une part, en fortifiant une classe sociale – des courtiers et des intermédiaires –, et d'autre part, en promouvant des discours à forte connotation culturelle, qui ont fini par configurer une politique identitaire wayuu. Donc, ici seront montrées tant l'absence – l'impossibilité – d'organisation politique collective ainsi que la prolifération et la mobilité des leaders. La production d'une politique de revendication identitaire sera également argumentée. Celle-ci, à mon avis, est le résultat du partage, par les leaders, de discours et de pratiques revendicatrices qui profilent un mouvement collectif, sans l'institutionnaliser ou le formaliser, excepté par Yanama dans les années 1980. Ces discours et pratiques partagés relèvent d'un domaine de représentations construit par le leadership indien sur les questions de l'identité des Wayuu, ce qu'ils aspirent à obtenir du projet minier, de l'État et de la société colombienne, et comment ils voient leur propre futur.

Visions sur l'Autre et sur le futur

Je me suis demandé de quoi traitaient les médiations, s'il s'agissait simplement de relations instrumentales, de transactions de ressources et de favoritismes, ou si l'on y négociait autre chose. À mon avis, les imaginaires et les stéréotypes, ou les idées et les théories sur l'Autre, resteraient seulement au niveau conceptuel s'ils n'avaient pas d'effets sur les vies des gens. Dans le cas ici abordé, j'ai fait l'hypothèse selon laquelle les visions et les idées sur l'Autre et sur Soi-même ont été traversées fondamentalement par trois champs de représentations : mérite/reconnaissance, compensation/responsabilité sociale et identité-autonomie/développement.

Dans l'espace relationnel se sont configurées des politiques de reconnaissance et des politiques d'identité. D'un côté, l'entreprise a défini des interlocuteurs valables et des communautés méritantes de compensations et d'indemnisations, de relocalisations, d'aides volontaires ou de programmes sociaux. L'effet le plus important de ces politiques a été la reconnaissance ou l'ignorance de l'indianité et du mérite de communautés entières. De cette façon, le projet a construit ses interlocuteurs¹⁹. Suite au traitement différencié et à l'accès différencié aux ressources de l'entreprise par les intermédiaires wayuu, se sont dynamisées les lo-

¹⁹ Golub, dans son cas de Papouasie Nouvelle-Guinée, porte cet argument beaucoup plus loin (2006).

giques et pratiques de concurrence et de factionnalisme par prestige et richesse, et de hiérarchie sociopolitique, avec un effet direct sur la micropolitique indienne.

Les théories qui ont nourri les critères de responsabilité sociale ont opéré comme des politiques de reconnaissance, car elles déterminaient le type de relations possibles avec le projet minier, durant presque vingt ans. Pour leur part, les leaders wayuu ont développé des politiques de revendication identitaire, comme une stratégie et une pratique de négociation dans l'espace relationnel du projet minier. L'implémentation du projet minier a coïncidé au bout de dix ans avec un contexte favorable aux revendications ethniques, ce qui leur a permis d'accéder à des ressources économiques de la multinationale, mais aussi de fortifier ses stratégies politiques d'interaction avec l'État. Je montrerai que les théories qui configuraient les politiques de reconnaissance et, bien sûr, les politiques identitaires traitaient 1) des droits sur le territoire ; 2) de la reconnaissance de l'indianité (ethnicité) et de la condition de communauté (traitement collectif du problème et maintien des réseaux sociaux) ; 3) de la légitimation de représentants ou porte-parole (organisation politique représentative, intermédiaires, délégués, représentants, leaders) ; et 4) des conditions favorables pour la définition, avec un degré important d'autonomie, d'aspirations de futur en relation avec la notion de développement, c'est-à-dire des visions locales sur l'« idéal » dans le cadre du développement.

Peut-être l'élément central des politiques revendicatives est-il l'exigence du droit au « développement », en même temps que se met en marche un processus de (re)formulation des objectifs de ce développement. Même si l'idéologie conventionnelle du développement reste hégémonique, les peuples indiens ont aujourd'hui un peu plus de marge de manœuvre pour prendre des décisions sur leur propre développement. Mais quoi qu'il en soit, il est clair que tous parlent de développement, tous comprennent plus ou moins de quoi il s'agit, mais tous voient leurs objectifs de façon particulière.

Le développement, concept difficile à saisir, est un concept à force hégémonique. Le projet minier fut présenté par les médias et par le gouvernement national comme le développement pour la Guajira et les Wayuu. Développement entendu en tant qu'emploi, routes, augmentation du PIB, le train plus long d'Amérique latine, la mine la plus grande du monde, technologie de pointe, aides volontaires pour la communauté. « Le développement » fut le justificatif même du projet minier. Les Wayuu n'ont pas résisté au « développement », ils n'y résistent toujours pas aujourd'hui – même si certains de leurs discours sont traditionalistes. Ils ont pourtant réinterprété les propos du développement afin d'accomplir leurs projections de vie future. Ils ont commencé à cons-

truire une façon à eux de gérer le futur, vu les nouvelles conditions d'existence créées par le projet minier, mais sans pour autant renoncer au développement, du moins, au discours du développement. Le développement s'est progressivement constitué dans une conception politique qui renvoie à une théorie de gestion du futur qui garantirait les axes de la reproduction socio-ethnique wayuu²⁰.

Contrairement à d'autres mécanismes d'articulation utilisés historiquement par les Wayuu – le pouvoir économique et territorial –, face au projet minier, ils se sont vus de leur identité culturelle, de leur ethnicité, de leur participation au développement²¹. À travers la production et le renforcement d'une politique de revendication identitaire et de la reformulation des objectifs des programmes de développement, les Wayuu se sont finalement articulés au projet minier, sans être pourtant complètement subjugués à son « inévitabilité ».



Les données utilisées pour réaliser cette analyse anthropologique ont été obtenues sur des terrains que j'ai effectués dans le cadre de recherches de l'Institut d'études régionales de l'université d'Antioquia (Medellin, Colombie) et d'autres voyages sur le terrain, financés par l'Organisation mondiale de la santé et le Centre de recherches pour le développement international CRDI du Canada. D'autres données ont été obtenues par des chercheurs de mon centre de recherche et du Département d'anthropologie de la même université ; ils m'ont permis de les consulter. Pour chaque témoignage utilisé dans ce texte, il y a une référence à la recherche dans laquelle celui-ci a été obtenu et le nom des personnes interrogées a été modifié.

Outre les témoignages obtenus par des entretiens, des conversations informelles et des ateliers, j'ai consulté des documents légaux – dénonciations, jugements du tribunal et de la Cour constitutionnelle –, des documents institutionnels comme les bilans sociaux d'Intercor, et d'autres documents, cédés par des personnes de la Guajira, provenant de leurs archives personnelles. La littérature anthropologique et historique sur les Wayuu est vaste. Une bonne partie de la bibliographie a été consultée, mais toutes les références n'ont pas été citées car j'ai dû laisser de côté des descriptions qui avaient particulièrement à voir avec

²⁰ Idée inspirée de la notion de conception politique d'identité développée par Escobar et Paulson, laquelle est liée à la rencontre des communautés noires avec la modernité (2005 : 266).

²¹ Évidemment, la domination territoriale et une certaine autonomie économique sont un capital symbolique dans ce champ, mais son incidence n'a pas été la même que durant les siècles passés.

l'histoire des Wayuu, ou bien parce qu'ils répétaient certaines sources originales. J'ai « sacrifié » le rapport de toutes les analyses historiques que j'ai réussi à avancer, car elles m'obligeaient à étendre beaucoup plus ce texte et parce que je pouvais, avec certaines références, argumenter l'existence de continuités et de transformations dans la façon dont les Wayuu se sont connectés avec des processus plus larges et mondiaux.

Il existe des travaux sur le Cerrejón centrés essentiellement sur les résultats apportés par ce projet pour le pays en termes de finances – par des impôts et des redevances –, de transfert technologique, d'emploi et de développement régional. Certains sont très critiques, surtout ceux dont la production remonte peu après la signature du contrat d'association qui a provoqué des débats politiques très connus. D'autres travaux de bilan ont été réalisés sur les impacts économiques et politiques de la mine sur la Guajira, dans les termes de la compensation entre l'extraction de la ressource énergétique et l'investissement en infrastructure, l'économie locale, et la consolidation institutionnelle gouvernementale. Certains pensent que le « retard » local (les faibles couvertures de santé, de services de base, d'éducation, d'infrastructure, et la corruption, la faiblesse institutionnelle de l'État et l'inexistence d'autres industries) est plutôt lié à des facteurs structurels et historiques, qui ne pourraient pas être résolus, même avec un investissement adéquat et complet des royalties et des impôts (Meisel Roca, 2007). D'autres travaux dénoncent le pouvoir accordé à l'entreprise, l'abandon de l'État et le manque de mécanismes pour contrôler les impacts environnementaux et sociaux de l'industrie minière (Pulido, 2003 ; Salas Bahamón, 2004). La lecture de la presse nationale fut un autre outil de recherche important pour identifier la force du discours du développement dans la justification du projet et le pouvoir des multinationales, malgré les débats autour des soi-disant bénéfices pour la Colombie.



Le complexe minier inclut la mine, l'aéroport, la voie ferrée et le port, situé à Bahía Portete. La zone d'influence directe de l'opération minière concerne des communautés wayuu et *alijunas* qui habitent les municipalités de Fonseca, Barrancas, Hato Nuevo, Urumita, Albania, Maicao et Uribia. Les installations du complexe minier sont un peu partout dans la péninsule et affectent le fleuve Ranchería – le seul aux eaux permanentes durant toute l'année – sur une bonne partie de son cours. La route noire traverse également la péninsule et son tracé est parallèle à la voie ferrée.

De multiples communautés sont touchées directement par l'embarquement des bateaux, le transport du charbon ou l'exploitation.

Celles que j'ai le plus visitées sont : dans le sud, les *resguardos Provincial, San Francisco, 4 de Noviembre* et autres comme *Cerrodeco, Mayabangloma, Zahino, Caicemapá* et *Trupiogacho*, enfin, les *asentamientos* proches de *Papayal, Distracción* et *Barrancas*. J'ai fréquemment visité les *rancherías Meera* et *Camino Verde* sur la voie du train. Dans les environs du port, j'ai travaillé avec les communautés de *Media Luna* et *Kamushiwou* situées dans le grand *resguardo*. Depuis 1998, je me suis rendue régulièrement dans la Guajira, réalisant des travaux de terrain d'une durée de deux semaines à quatre mois. La dernière fois que j'y suis allée, c'était en septembre 2008.



La première partie de ce livre traite des dynamiques globales et nationales qui ont servi de cadre au contrat d'association pour l'exploitation du gisement de charbon. Le premier chapitre présente une description générale de chacun des acteurs qui participent du projet minier du Cerrejón. Après, je soulève les éléments qui ont configuré les conditions dans lesquelles la multinationale a acquis de la légitimité pour agir sur place dans la Guajira. Ces conditions relèvent aussi de la domination qu'elle exerçait sur les gouvernements. Je montre les enjeux politiques, économiques et juridiques révélés dans les négociations de l'exécution du projet. Enfin, je propose d'interpréter l'invisibilisation des Wayuu dans les études d'impact environnemental et social comme une stratégie de déshumanisation du projet, et encore, une stratégie géopolitique à fin de profiter de l'absence de protection juridique sur les territoires indiens requis par le projet.

La deuxième partie est centrée sur les effets immédiats de la construction du complexe minier, plus particulièrement sur les Indiens, leurs territoires et territorialités, et enfin, leurs économies et leurs modes de vie quotidienne. Cette partie sert à identifier les stratégies activées par les employés de l'entreprise et les fonctionnaires publics pour négocier et débarrasser de leurs habitants les terres nécessaires, rapidement et sans conflit. Cette partie rend visibles les stratégies politiques mises en marche par les Wayuu pour protéger leurs territoires, même si ces stratégies furent retardées par rapport aux mécanismes utilisés par l'État et l'entreprise pour s'appropriier et sécuriser les zones stratégiques. La deuxième partie se concentre aussi sur les impacts sur les économies locales. En même temps que le projet infligeait des déplacements, des restrictions et des fragmentations des territoires indiens, les économies locales ont été fortement touchées. Les économies complémentaires et traditionnelles ont subi des restrictions. La situation devenait plus dramatique, compte tenu de l'impossibilité d'offrir des postes de travail à la mine.

La troisième partie développe mon argument central : la formation d'un espace relationnel au sein du projet minier, dans lequel prennent lieu des négociations instrumentales et symboliques. Cet espace est construit analytiquement à partir de ses trois dimensions : structurelle, conceptuelle et interactionnelle. Par ailleurs, l'analyse tient compte des échelles spatiales de l'espace (locale, régionale, nationale, internationale et globale). Enfin, je caractérise cet espace par ses aspects politiques, juridiques et socioculturels.

L'intermédiation dans l'espace relationnel s'est avérée fondamentale à l'avis de tous les acteurs. L'argument que j'avance montre le renforcement d'une couche d'intermédiaires et l'émergence des leaders spécialisés dans la gestion des ressources pour le développement, issues du projet minier. Ces leaders ont perfectionné leurs propres capacités et ont acquis d'autres savoir-faire nécessaires afin de remplir les conditions de l'entreprise pour le versement des aides. Cependant, ces leaders ont progressivement configuré des pratiques et des discours de négociation avec l'entreprise (et par la suite, avec l'État). À la base de ces pratiques et discours, je me propose d'exposer les revendications identitaires qui mettent l'accent sur le droit à la reconnaissance et à la compensation, sur les responsabilités des entreprises privées et de l'État, et finalement, sur l'autonomie dans le développement.